

En provenance de :
~~M. le Directeur
Miss de Reliance
CNRVCL
5 Rue du Vieux
33300 Bordeaux~~

SGR 2 V19 MSR 2A 12-1090109 1D-13

**RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION**



Numéro de l'envoi : **1A 093 078 1295 8**



Envoyer à l'adresse ci-dessous :

Présenté / Avisé le : / /

Distribué le : / /

Je soussigné déclare être
 le destinataire le mandataire CNI/Permis de conduire Autre

Signature
(Préciser Nom et Prénom
si mandataire)

Signature
Facteur*

* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.

ARRIVÉ LE

3 FEV. 2014

C.D.C. BORDEAUX

M. Laborie budho
Counilhoufitché

2 rue de la Forge
31650 STOROUS

Douk
24/1

Monsieur André LABORIE
Né le 20 mai 1956
2 rue de la Forge,
« Courrier transfert PR »
31.650 SAINT-ORENS.
Tél : 06-14-29-21-74.
Tél : 06-16-15-23-45
Mail : laboriandr@yahoo.fr

Le 31 janvier 2014

Agissant pour mes intérêts et ceux de Madame PAGES Suzette épouse LABORIE Née le 28 août 1953 Nationalité Française 2 rue de la Forge, 31.650 SAINT-ORENS. « transfert courrier ».

- Ce dossier concernant la communauté légale en ces différentes saisies sur des actes irréguliers et communs.
- Actuellement séparé de fait depuis 2001 avec pour chacun de nous une déclaration fiscale séparée.

Monsieur le Directeur
Caisse de retraite
CNRACL
5 rue du Vergne
33300 BORDEAUX

Dossier : J 77 99 4S P1

**RAPPEL DE MISE EN DEMEURE du 28 octobre 2013
AVANT ASSIGNATION EN JUSTICE**

FAX : 05-62-27-80-24

Recommandé avec A.R N° 1A 093 078 1295 8.

Monsieur le Directeur,

Par la présente, je vous mets pour une dernière fois en demeure de suspendre les saisies sur les retraites de Madame LABORIE Suzette fondées jusqu'à ce jour sur l'utilisation de fausses informations communes qui vous ont été produites.

Que tous les actes constitutifs de fausses informations, ont tous été inscrits en faux en principal et n'ont plus aucune valeur probante sur le fondement de l'article 1319 du code civil.

Je vous rappelle qu'il ne peut exister un quelconque acte exécutoire pour saisir les salaires retraites de Madame LABORIE Suzette, par l'inscription de faux porté à votre connaissance en date du 28 octobre 2013 et non contesté d'aucune des parties.

Je vous rappelle que vous utilisez encore à ce jour malgré ma mise en demeure du 28 octobre 2013, un fichier de fausses données personnelles pour détourner sciemment des sommes d'argent sur les salaires retraite de Madame LABORIE Suzette.

Que ces agissements constituent les délits suivants :

- Recel d'escroquerie,
- Recel d'abus de confiance.
- Recel de concussion.
- Utilisation frauduleuses de données personnelles et communes à Monsieur et Madame LABORIE.

Au vu de votre courrier du 28 novembre 2013 vous prétendez d'être tiers, certes jusqu'à ce jour, mais complice depuis mon courrier du 28 octobre 2013 vous informant qu'il ne peut exister un quelconque acte valide par l'inscription de faux en principal porté à votre connaissance.

- Que Monsieur le procureur de la république a été informé par huissier de justice.
- Que Monsieur le Premier président de la Cour d'appel a été informé par huissier de justice.
- Que la trésorerie générale a été informée par huissier de justice.

Qu'aucune des parties n'a soulevé une quelconque contestation sur ces actes inscrits en faux en principal et qui au vu de l'article 1319 du code civil n'ont plus aucune valeur authentique.

- **Certes, Je vous rappelle qu'il ne peut exister un quelconque créancier.**

Au vu du courrier que je vous ai adressé personnellement le 28 novembre 2013 vous me demandez un pouvoir pour agir dans les intérêts de Madame LABORIE Suzette.

- Veuillez le trouver « **Ci-joint en original** »

Vous pouvez croire qu'en l'absence de prendre à réception cette mise en demeure en considération et de cesser d'utiliser des données personnelles fausses, anéanties à ce jour par l'acte d'inscription de faux en principal.

Vous serez assigné en justice pour les délits ci-dessus.

Je vous laisse encore ce mois-ci pour apporter la preuve sur son bulletin de février 2014 de l'annulation des saisies

Je suis désolé de mettre cette procédure de poursuite à votre rencontre dans la mesure que vous recelez de fausses données personnelles pour soustraire de fonds.

Je vous demande donc pour éviter une telle action en justice toute votre compréhension.

Je vous demande de communiquer à chacun de nous dans les quinze jours, *un justificatif de votre caisse de retraite de cessation d'utilisation de ces données personnelles* qui vous ont servies jusqu'à ce jour de détourner indûment de fortes sommes d'argents.

Dans cette attente, je vous prie de croire Monsieur, Madame à l'expression de mes respectueuses salutations.

Monsieur LABORIE André.



Pièces : « déjà en votre possession avec le courrier du 28 octobre 2013 »

- Dénonces du procès-verbal d'inscription de faux.
- Ci-joint la motivation de l'inscription de faux.
- Le complet avec toutes les pièces a été dénoncé aux parties et non contesté.

Nouvelle pièce :

- Pouvoir en original de Madame LABORIE Suzette